

De Londres à Athènes, les étudiant-e-s combattent l'ordre libéral

De Londres à Athènes, étudiantes et étudiants combattent l'ordre libéral qu'on entend nous imposer. Partout en Europe, les mouvements étudiants se développent et se multiplient. En Angleterre, les événements du 10 novembre et l'investissement du siège du parti conservateur par les manifestant-e-s ont permis d'attirer l'attention sur la situation dans ce pays où le gouvernement vient de voter une loi conduisant à une importante hausse des frais d'inscription. En Italie, depuis plusieurs semaines, les occupations et manifestation se multiplient. En Grèce, les étudiant-e-s défilent également.

Dans le cas de l'Italie et de la Grèce, c'est une nouvelle réforme des universités qui est remise en cause, avec à chaque fois des éléments qui ne manquent pas de rappeler des souvenirs aux étudiantes et étudiants français-e-s: entrée de personnalités extérieures dans les conseils, autonomie des universités ou encore fusions d'établissements. Cela n'est pas un hasard : **ces politiques destructrices de l'enseignement supérieur répondent à des concertations entre les gouvernements dont les politiques libérales sont incarnées par le processus de Bologne et ne font que mettre en pratique l'Accord Général sur le Commerce des Services (AGCS) qui théorise que tout service public doit être marchandisé.**

Ces mouvements étudiants en cours en Grèce, en Italie, au Royaume-Uni mais aussi en Irlande, en Allemagne ou en Bulgarie ne manquent pas de s'attaquer directement aux symboles de ce pouvoir économique qui impose à toutes et tous une politique au service de ses intérêts. Ainsi, à Londres, c'est le siège du parti conservateur ou la voiture royale qui ont été attaqués. À Rome, des manifestant-e-s ont tenté de pénétrer dans le Parlement tandis qu'à Milan la Bourse était envahie aux cris de: « *Rendez-nous notre argent* ».

Pour la fédération SUD Étudiant, ces mouvements viennent rappeler que les gouvernements de droite comme de gauche ne font que mener une politique concertée visant à précariser les peuples, privatiser les services publics, et gonfler les profits des capitalistes. Nous travaillerons à faire converger l'ensemble de ces mouvements à Dijon, du 5 au 7 mai 2011 à l'occasion du G8 des universités.

www.sud-etudiant.org

Russie : de bonnes et de mauvaises nouvelles à Khimki

Le 18 octobre, le tribunal de la ville de Khimki a ordonné de mettre Maxime Solopov en liberté sous contrôle judiciaire. L'instruction, qui a demandé de prolonger la détention, n'a pas présenté de nouveaux arguments, mais des dépositions d'un témoin à charge, des photos d'une personne masquée et l'attestation que Maxime avait été plusieurs fois arrêté lors des manifs « illégales ». À la demande de la juge du tribunal « *comment avez-vous reconnu Solopov à ces photos ?* », le juge d'instruction n'a pas pu répondre. Les défenseurs ont souligné qu'il s'agissait non d'une faute du prévenu, mais de sa mise en détention ou en liberté. Les dépositions d'un témoin sont mises en cause par le Parquet, car cette personne avait été interrogée en l'absence de son avocat et subi une pression. A l'issue d'un débat contradictoire, la juge a ordonné la mise en liberté de Solopov.

La campagne pour la mise en liberté des otages de Khimki a permis d'organiser des actions de soutien à Alekseï Gaskarov et Maxime Solopov dans 35 villes dans le monde. Des centaines de messages venus du monde entier ont été envoyés au tribunal et aux autres institutions, exigeant d'en finir avec les falsifications policières et de mettre les camarades détenus en liberté.



Les manifestations organisées cet été avaient obligé le Pouvoir russe à reculer, quant à la construction de cette autoroute qui entraîne la destruction d'une forêt essentielle à l'écosystème ; une commission avait été chargée d'étudier les solutions alternatives. Mais dans ce pays où la corruption est chose courante, il semble que l'entreprise *VINCI* ait su trouver les « bons arguments » ... Les responsables gouvernementaux ont validé le projet initial. Mais la lutte continue : sur place, une manifestation aura lieu le 31 décembre, partout la pression doit s'exercer sur *VINCI* et sur la Banque Européenne pour la Reconstruction et le Développement qui participent à un projet rejeté par la population.

Des nouvelles du Mexique...

Au Mexique, un rapport surprenant vient d'être publié par une officine patronale, le CEESP (Centre d'études économiques du secteur privé). Il réclame une augmentation générale consistante des salaires ! **Ces messieurs se sont rendu compte qu'à force de diminuer la part relative des salaires, le marché intérieur était complètement étranglé, et que pour sortir de la crise et relancer l'économie nationale, il fallait inverser la tendance.** S'ils nous l'avaient demandé, ça fait longtemps qu'on aurait pu leur dire que plus on est pauvre, moins on achète, mais c'est quand même bien qu'ils l'aient compris. À quand le tour de leurs collègues du reste du monde ?

Syndicat Mexicain de l'Énergie : les résultats des élections internes du syndicat des électriciens viennent d'être proclamés. Sans surprise, victoire écrasante de la seule liste à se présenter, celle qui a mené la lutte depuis le coup de force du gouvernement contre *Luz y Fuerza del Centro* en octobre 2009. Martín Esparza est confirmé comme secrétaire général. L'élection a été tellement contrôlée, vérifiée et disséquée par des observateurs extérieurs et des huissiers, qu'on ne voit pas comment le Secrétariat (ministère) au Travail aurait pu cette fois lui refuser la *toma de nota*, c'est-à-dire la reconnaissance officielle, accordée le 14 décembre.

Oaxaca : suite à l'élection du nouveau gouverneur de centre gauche Gabino Cué (à la tête d'une coalition des plus hétéroclites), **tous les prisonniers politiques de la Commune d'Oaxaca de 2006 ont maintenant été libérés.** Gabino Cué a désigné comme Secrétaire aux Affaires indigènes de l'État (c'est celui du Mexique qui a le plus fort taux d'Indiens, environ 68%) l'avocat et militant indien Adelfo Regino Montes. Il s'agit d'une personnalité des plus respectables, il l'a démontré tant dans la lutte de son propre peuple (le peuple Mixe), que dans sa participation à des combats plus généraux : il a été par exemple assesseur de l'EZLN lors du dialogue qui a débouché sur les accords de San Andrés (jamais respectés par le gouvernement mexicain), il a été parmi les fondateurs du Congrès National Indigène, et a fait partie de celles et ceux qui ont élaboré la Déclaration des Nations Unies sur les Droits des Peuples Indigènes.



Fonds de pension : Depuis 1997, le gouvernement et les principales centrales syndicales — totalement vendues au pouvoir politique et au capital — ont imposé un **système de retraites par capitalisation à base de fonds de pension** qui sont, en principe, des organismes semi-publics, les *Afore* (Administration de Fonds pour la Retraite). Passons sur le fait qu'au Mexique, avoir un emploi formel ouvrant droit à la retraite est déjà presque un « privilège » : **31% de la population active, pas loin du tiers, doit se débrouiller dans le secteur informel.**

Le quotidien *La Jornada* du 17 décembre rend compte d'une conférence de presse où le président de l'Association Mexicaine des *Afore* expliquait benoîtement que les fonds de pension, c'est-à-dire l'épargne des travailleurs/ses, étaient devenus l'une des principales sources de financement de projets d'entreprise dans le pays, mais qu'en revanche ces fonds seraient insuffisants pour garantir les ressources de ces travailleurs/ses lorsqu'ils prendraient leur retraite ! Les *Afore* gèrent un peu plus de 2.000 milliards de pesos correspondant à 41 millions de comptes. Le rendement réel de ces comptes est de 6,6%. « *En plus de leur significatif impact social, a déclaré le président de l'AFR, ces fonds réalisent une solide contribution à la stabilité et à la profondeur des marchés financiers du Mexique* ». Du total, 1.400 milliards de pesos sont investis dans les instruments financiers nationaux et internationaux, ce qui en fait « *indiscutablement les principaux investisseurs institutionnels du pays* ».

Bref, tout irait on ne peut mieux sans cette maudite démographie. En 1940, il y avait 23 actifs pour 1 retraité ; à présent, il n'y en a plus que 5, et bientôt on en sera à 2 actifs pour 1 retraité. Du coup, lorsque ceux qui cotisent aujourd'hui prendront leur retraite, les fonds ne suffiront pas à les financer convenablement. « *Face à ce scénario, nous devons reconnaître que nous ne créons pas en tant que société l'épargne nécessaire pour faire face aux besoins de subsistance et de bien-être dans la vieillesse de millions de Mexicains qui sont déjà nés* », a conclu le président de l'AFR. **Le même discours que celui qu'on entend en France pour casser le système par répartition au profit d'un système d'épargne retraite avec l'argument que, puisqu'il s'agit de comptes individuels, il n'y a plus les problèmes démographiques que pose le système par répartition !** De là à conclure que ce qui intéresse le capital et ses fondés de pouvoir gouvernementaux, ce n'est pas les retraites dont il n'a que faire, mais uniquement ponctionner l'argent des salarié-e-s pour ses petites - et grosses - affaires...

Iran : le syndicaliste Reza Shahabi en danger de mort

Reza Shahabi est le trésorier du syndicat *Sherkat-e Vahed* de la compagnie d'autobus desservant Téhéran et sa banlieue. Ce syndicat indépendant du pouvoir n'est pas reconnu par le régime islamique, et son principal porte-parole est en prison depuis le 9 juin 2010. Trois jours plus tard, Reza Shahabi a été arrêté à son tour. **Il a entamé une grève de la faim le 4 décembre pour obtenir sa libération. Shahabi a été récemment transféré à l'hôpital, et sa vie est actuellement en danger.** Une fois de plus, l'Union syndicale Solidaires exige la libération immédiate de Reza Shahabi et de tous les syndicalistes emprisonnés en Iran. Il est grand temps que la liberté syndicale soit enfin respectée en Iran.

www.iran-echo.com
<http://www.amnesty.org/fr/library/asset/MDE13/109/2010/fr/8dc90bd7-e9e0-4ce3-a159-da2a94c2a9ae/mde131092010fra.pdf>

Suède : soutien au personnel de nettoyage de l'hôpital de Lund

Assurer une solidarité internationale au sein des groupes multinationaux est une de nos tâches, comme le rappelle ce message de notre syndicat SUD-Solidaires ISS LP adressé aux camarades de SAC en Suède.

Notre syndicat, SUD-Solidaires ISS Logistique & Production tient à apporter son soutien au syndicat SAC ISS Nettoyage, et plus particulièrement aux travailleurs/ses de la section USIL de l'hôpital universitaire de Lund. **La charge de travail auquel est soumis le personnel - nettoyer les toilettes en 36 secondes par exemple - met en danger gravement la santé des patients mais aussi la leur.** Il est intolérable que notre entreprise utilise des méthodes d'exploitation éhontée, et ceci, malgré les revendications du personnel, des reportages de la presse Suédoise ou bien encore la solidarité internationale affirmée plusieurs fois par les syndicats du groupe ISS World. Notre syndicat demande des comptes, et soumettra en Comité Central d'Entreprise une motion de solidarité et invitera les organisations FO et CGT à soutenir la lutte des travailleurs du SAC ; le projet CAP 2012 en France véhicule certaines valeurs, peut-être est-il temps qu'elles soient respectées ! Les travailleurs ne connaissent pas de frontière, ni de filiales quand il s'agit de Solidarité !

www.sudisslp.com
www.sac.se/Aktuellt/Nyheter/Punktstrejker-på-Lunds-sjukhus

Ukraine : examen psychiatrique forcé pour A. Bondarenko

Un tribunal de Vinnitsa, dans le sud-ouest de l'Ukraine, a ordonné le 29 octobre que cet examen soit réalisé, après que le ministère public a fait valoir qu'Andreï Bondarenko avait une « *conscience excessive de ses droits et des droits d'autrui et [une] pension incontrôlable à défendre ces droits de manière irréaliste* ».

Andreï Bondarenko n'a pas d'antécédents de troubles mentaux et a déjà passé trois examens psychiatriques pour prouver sa bonne santé mentale. Le dernier examen a eu lieu en octobre. La décision de justice prononcée contre Andreï Bondarenko fait suite à plusieurs affaires dans lesquelles des militants ont été agressés et harcelés au cours des derniers mois. La cour d'appel a confirmé cette décision le 23 novembre. Andreï Bondarenko a ensuite interjeté appel auprès de la Haute Cour des affaires pénales et civiles. Bien qu'aucune date n'ait été fixée pour l'audience de la Haute Cour, Andreï Bondarenko a déjà reçu une convocation de l'hôpital psychoneurologique de la région de Vinnitsa datée du 2 décembre, lui demandant de se présenter pour un examen psychiatrique le 13 décembre, et précisant que s'il ne se soumet pas de manière volontaire à cet examen, il sera contraint de le subir le lendemain.

Andreï Bondarenko se mobilise en faveur des droits des travailleurs de la région de Vinnitsa depuis 2006. Dans le cadre de son travail, il a souvent dénoncé le comportement irresponsable et illégal des responsables locaux. En août 2010, il a fondé une organisation non gouvernementale (ONG) appelée Mouvement pour un bureau du procureur de la région de Vinnitsa non corrompu. En outre, **il semble qu'Andreï Bondarenko se soit attiré les foudres des autorités en s'efforçant de défendre les droits des ouvriers d'une usine sucrière.** Ces travailleurs saisonniers ne sont employés que quelques mois par an après la récolte de la betterave sucrière, et il est fréquent qu'ils ne soient pas rémunérés. Nombre de ces usines sont officiellement détenues par des sociétés écrans, alors que les véritables propriétaires sont des personnalités locales influentes, occupant souvent de hautes fonctions dans l'administration locale. Andreï Bondarenko a lancé une campagne visant à traduire ces sociétés écrans en justice afin d'obtenir le versement des salaires.

Le harcèlement infligé récemment à d'autres militants révèle un climat de plus en plus tendu s'agissant des droits humains en Ukraine. Le 15 octobre, des policiers ont perquisitionné au domicile et au bureau de Dimitri Groysman, président du Groupe de défense des droits humains de Vinnitsa, qui soutient les demandeurs d'asile et fait campagne contre la torture. Les policiers ont interrogé les membres du personnel et saisi plus de 300 éléments, dont des fichiers du Haut-Commissariat des Nations unies pour les réfugiés (HCR), des disques informatiques et un ordinateur portable. Andreï Fedossov, président d'Uzer, association de défense des droits des personnes souffrant d'un handicap mental, a été agressé par des hommes non identifiés en mai, après avoir reçu des menaces par téléphone en avril. La police n'a rien fait. En juillet, il a été placé en détention pendant une journée dans le cadre d'une enquête sur un crime commis il y a 10 ans, alors qu'il avait 15 ans.

Amnesty International appelle à soutenir A. Bondarenko, en écrivant aux autorités ukrainiennes.

<http://www.amnesty.org/fr/library/asset/EUR50/013/2010/fr/bc293aaa-71fe-452a-b9c0-bf8eb1c3e9f5/eur500132010fra.pdf>

Maroc : la répression continue à Khouribga

Le comité exécutif de la section locale de l'Union marocaine du travail (UMT) à Khouribga dénonce l'action de la police d'Hattane (ville proche de Khouribga), qui a **arrêté 8 travailleurs aux fins d'interrogatoire dans le cadre des affrontements qui ont eu lieu en avril de cette année.** Il s'agit pour les autorités de poursuivre la politique répressive, pour tenter de faire peur aux travailleurs et à la population, les inciter à abandonner le syndicat. Une fois encore, le Pouvoir et les patrons agissent conjointement. Ceux-ci bénéficient toujours de la plus grande impunité, alors qu'ils ont enfreint la loi. Par ailleurs, la section locale de l'UMT continue d'exiger la réintégration des travailleurs dans l'effectif de l'OCF (Office Chérifien du Phosphate).

Tunisie : Hassen Ben Abdallah en grève de la faim

En 2008, **Hassen Ben Abdallah a été condamné par contumace pour avoir participé au mouvement de protestation sociale du bassin minier de Redeyef dans la région de Gafsa**. Titulaire d'un CAPES, il militait à l'époque au sein du mouvement des chômeurs diplômés. Au terme d'un an et demi de clandestinité, il s'est présenté à la justice et a alors été jeté en prison pour 4 ans. Depuis des mois, Hassen Ben Abdallah, qui souffre d'allergie et de toux, proteste contre ses conditions d'incarcération : sa maladie n'est pas soignée, il souffre du froid et de l'humidité, mais l'administration refuse de le changer de cellule, son courrier et la nourriture apportée par sa famille ne lui sont pas remis.

Pour toutes ces raisons et obtenir sa libération, Hassen Ben Abdallah a entamé depuis le 18 novembre une grève de la faim. L'Union syndicale Solidaires soutient pleinement son action et demande sa libération immédiate, ainsi que celle du journaliste Fahem Boukadous qui a récemment fait également une grève de la faim pour des raisons comparables.

Brésil : salaires bloqués ... sauf pour les parlementaires !

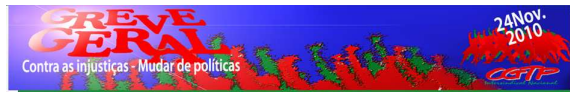
Le CSP-Conlutas organise une campagne nationale contre l'auto-augmentation abusive décidée le 15 décembre par le Parlement. Cette décision se traduit par une augmentation de 61,83% du salaire des sénateurs/trices et député-e-s, de 133,96% pour le salaire du président et de 148,63% pour le vice-président et les ministres. Des augmentations qu'aucun travailleur ne peut espérer !

Ces augmentations inacceptables seront étendues à la sphère étatique et municipale, à savoir, conseillers municipaux, maires, vice-maires, législateurs, gouverneurs et leurs adjoints. **Ce scandale est d'autant plus grand que les législateurs veulent dans le même temps réajuster le salaire minimum de ... 30 \$ en 2011 !** Ils préconisent aussi le gel des salaires du personnel du gouvernement fédéral pendant des années, et refusent de revaloriser les pensions de retraite au-delà de l'inflation. Ils osent alors mettre en avant le manque de ces ressources et l'austérité budgétaire.

Le CSP-Conlutas appelle les travailleurs/ses à manifester contre cette augmentation absurde, mais qui était soutenue par l'ex-président Lula, la nouvelle présidente Rousseff et la grande majorité des partis politiques et des parlementaires. **CSP-Conlutas réclame l'abandon de cette scandaleuse décision, l'augmentation des pensions de retraite, le doublement immédiat du salaire minimum.** www.conlutas.org.br

Portugal : succès de la grève générale du 24 novembre

La CGTP-IN considère que la grève générale a été un succès extraordinaire et une journée historique. Avec la participation de plus de trois millions de travailleurs et travailleuses, elle a été, sans doute, l'arrêt syndical le plus important dans l'histoire de notre pays.



La grève a eu un caractère interprofessionnel, avec des arrêts de travaux très puissants, au niveau du secteur public comme du privé. Il y a eu une adhésion exceptionnelle du secteur des transports, surtout avec l'arrêt total de l'activité de l'aviation civile et des ports sur le continent et dans les îles, avec l'adhésion massive (en plusieurs cas elle a atteint les 100%) dans les entreprises de transports publics et privées. Particulièrement élevée aussi a été l'adhésion à la grève dans l'éducation, la santé, les municipalités et au niveau de l'industrie.

Cette grève est aussi une contribution pour le renforcement, urgent, de la lutte des travailleurs/ses qui, en Europe et dans le monde entier, résistent à l'offensive néolibérale et aux politiques qui visent faire payer les conséquences de la crise actuelle aux travailleurs/ses et aux couches plus démunies. Une offensive qui laisse impunis les responsables de la situation actuelle et qui protège les intérêts des grands groupes économiques et financiers et les grandes fortunes. www.cgtp.pt

Commission internationale de l'Union syndicale Solidaires

Les organisations de Solidaires ont reçu le compte rendu de la dernière réunion ; au sommaire : Europe, réseau des syndicats alternatifs ■ Forum Social Européen, édition 2010 et suites ■ Manifestation européenne ■ conférence sociale européenne ■ Marche pour les droits sociaux ■ Autre Davos ■ G8 et G20, contre-sommets en 2011 ■ Forum Social Mondial, à Dakar en février 2011 ■ Dettes du tiers-monde, initiatives diverses ■ Syndicats des nations sans Etat ■ Maghreb, réseau syndical, Tunisie ■ Palestine, campagnes unitaires et activités Solidaires ■ Kazakhstan, congrès d'un nouveau syndicat ■ Iran, mobilisation contre le régime ■ Irak, débats avec des mouvements sociaux ■ Kanaky, rencontre avec l'USTKE ■ Brésil, rencontres avec CONLUTAS ■ Chili, rencontre avec NEWEN MAPU ■ Mexique, actualité sociale ■ Forum social roumain ■ Pologne, rencontre avec Août 80 ■ Amnesty International, partenariat ■ Réseau Rail Sans Frontière ■ Afriques 21, numéro 4 – Revue internationale Solidaires ■ Prochaine réunion, le 28 janvier.

En complément à ce bulletin, vous pouvez retrouver les matériels liés à l'actualité internationale et le matériel de la commission internationale de Solidaires sur notre site à l'adresse suivante : <http://www.solidaires.org/article12420.html>